

Volet B

**Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réser
au
Monitr
belg



07133813



05 SEP. 2007

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 13/09/2007 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0464.910.706

Dénomination

(en entier) : **LAURENT**

Forme juridique : SOCIETE ANONYME

Siège : RUE PAUL VANDEPUT 28 4400 FLEMALLE

**Objet de l'acte : CONSTATATION DE L'EXPRESSION DU CAPITAL EN EUROS -
MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL - REFONTE INTEGRALE DES STATUTS**

D'un procès-verbal dressé en date du vingt-deux août deux mil sept, par le notaire Vincent Bodson, de résidence à Boncelles, enregistré au deuxième bureau de l'enregistrement de Seraing, le vingt-quatre août suivant, volume 488 folio 43 case 07, six rôles sans renvois, reçu vingt-cinq euros, signé l'Inspecteur Principal HEUCHAMPS R., il résulte que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "LAURENT", dont le siège social est établi rue Paul Vandeput, 28 à 4400 Flémalle, dans le ressort du Tribunal de Commerce de Liège, a pris les résolutions suivantes, dont il est extrait ce qui suit :

1. Constatation de l'expression du capital en euros

L'assemblée générale décide de modifier les statuts afin d'adapter l'article 5 des statuts à l'expression du capital en EURO. L'assemblée constate que, sur base du taux de conversion de l'Euro en francs belges, le capital s'élève actuellement à SOIXANTE DEUX MILLE EUROS (62.000,00 EUR). Ce capital a été augmenté par décision de l'assemblée générale tenue le premier juin deux mil un, décision prise conformément à la procédure simplifiée instaurée par les articles 47 à 54 de la loi relative à l'introduction de l'Euro du trente octobre mil neuf cent nonante huit, publiée au Moniteur belge le dix novembre suivant.

2. Insertion d'un article « HISTORIQUE DU CAPITAL ».

L'assemblée générale décide d'insérer l'article suivant, relatant l'historique de la formation du capital :

« Article 5bis. - HISTORIQUE DU CAPITAL :

Lors de la constitution de la société, aux termes d'un acte reçu par le Notaire Marc Kaschten à Liège, le trois décembre mil neuf cent nonante huit, le capital était fixé à deux millions cinq cent mille francs belges et était représenté par deux cent cinquante actions sans mention de valeur nominale, souscrites en nature et entièrement libérées.

Par décision de l'assemblée générale actée sous seing privé le premier juin deux mil un, le capital a été exprimé en euros, augmenté de vingt-six euros soixante deux cents par incorporation d'une partie du bénéfice reporté, le capital étant ainsi porté à SOIXANTE DEUX MILLE EUROS.

3. Modification de l'objet social.

A. Rapport spécial du conseil d'administration

L'Assemblée dispense Monsieur le Président de donner lecture du rapport établi conformément à l'article 559 du Code des sociétés. A ce rapport est annexé un état résumant la situation active et passive de la société arrêtée au trente-et-un juillet deux mil sept.

Un exemplaire de ce rapport et de la situation comptable seront déposés au greffe du Tribunal de commerce compétent en même temps qu'une expédition des présentes.

B. Proposition de modification de l'objet social

L'assemblée décide d'étendre l'objet social et le remplacer par le suivant :

« La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers :

- ☐ la réalisation, la rectification, le reconditionnement de pièces en quelque matériau que ce soit et notamment en aciers spéciaux, fonte, plastic, caoutchouc, alliages et matériaux composites ;
- ☐ l'administration, la surveillance, le contrôle, l'assistance de sociétés dans lesquelles elle est intéressée ;
- ☐ l'égouttage des arbres et des haies ;
- ☐ la création et l'entretien de jardins, de parcs et d'espaces verts pour installations sportives ;
- ☐ le revêtement non métallique des métaux : plastifiant, émaillage, laquage, etc.
- ☐ le déblayage des chantiers ;
- ☐ les travaux de terrassement : creusement, comblement, nivellement de chantiers de construction, ouverture de tranchées, dérochement, destruction à l'explosif, etc.
- ☐ la construction de terrains de jeux et de sport, de bassins de natation, etc.
- ☐ la pose de chape ;

Mentionner sur la dernière page du **Volet B** : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

- ☐ le montage d'éléments de structures métalliques non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux ;
- ☐ le montage d'éléments de structures métalliques non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux ;
- ☐ l'installation d'antennes d'immeubles et paratonnerres ;
- ☐ les travaux d'isolation ;
- ☐ la mise en œuvre dans des bâtiments ou d'autres projets de construction de matériaux d'isolation thermique, matériaux d'isolation acoustique et antivibratile ;
- ☐ les travaux d'isolation de canalisations de chauffage ou de réfrigération ;
- ☐ les travaux d'isolation de chambres froides ou d'entrepôts frigorifiques ;
- ☐ l'installation de systèmes d'éclairage et de signalisation pour chaussées, voies ferrées, aéroports et installations portuaires (y compris l'installation de panneaux de signalisation) ;
- ☐ l'installation de systèmes d'éclairage et de signalisation pour chaussées, voies ferrées, aéroports et installations portuaires (y compris l'installation de panneaux de signalisation) ;
- ☐ l'installation de stores et bannes ;
- ☐ de manière générale tous autres travaux d'installation y compris l'installation d'accessoires ;
- ☐ le montage de cloisons sèches à base de plâtre ;
- ☐ le montage de menuiseries extérieures et intérieures métallique : portes, fenêtres, dormants de portes et fenêtres, escaliers, placards, cuisines équipées, équipements pour magasins, etc. ;
- ☐ le montage de cloisons mobiles; le revêtement de murs, de plafonds, etc., métallique ;
- ☐ le montage de portes de garage, de volets, de persiennes, de grillages, de grilles, etc., métallique ;
- ☐ le montage de portes blindées et portes coupe-feux, métallique ;
- ☐ la peinture d'ossatures métalliques ;
- ☐ la peinture de navires et de bateaux par des unités non spécialisées ;
- ☐ le nettoyage à la vapeur, le sablage et les activités analogues appliquées aux parties extérieures des bâtiments ;
- ☐ le nettoyage de bâtiments nouveaux et la remise en état des lieux après travaux
- ☐ le commerce de gros de peintures, vernis et matériaux de construction, y compris les appareils sanitaires ;
- ☐ la conception de jardins, de parcs, etc. ;
- ☐ toutes activités de nettoyage industriel ;
- ☐ le nettoyage intérieur de bâtiments de tous types, y compris les bureaux, les usines, les ateliers, les locaux d'institutions et autres locaux à usage commercial ou professionnel ainsi que les immeubles ;
- ☐ le nettoyage des vitres ;
- ☐ le ramonage des cheminées et le nettoyage des âtres, des fourneaux, des incinérateurs des chaudières, des gaines de ventilation et des dispositifs d'évacuation de fumées.

La société a aussi pour objet, la prise de participation, sous quelque forme que se soit, dans toutes sociétés belges ou étrangères, l'acquisition par voie d'achat, de souscription ou de toute autre manière ainsi que de l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, d'actions, d'obligations, de parts, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, l'administration et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

En outre, la société peut prendre des participations financières, accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation.

Elle peut s'intéresser par voies d'apport, de fusion, de souscription ou de toutes autres manières dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Elle peut également exercer un mandat d'administrateur dans d'autres sociétés. »

L'assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts en conséquence.

4. Refonte intégrale des statuts

L'assemblée générale décide de refondre intégralement les statuts et adopte les nouveaux statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1. Dénomination

La société adopte la forme de société anonyme, dénommée « LAURENT ».

Les dénominations complète et abrégée peuvent être employées ensemble ou séparément.

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société doivent contenir les indications suivantes : la dénomination de la société, la mention « Société Anonyme », en abrégé « SA » reproduite lisiblement et placée immédiatement avant ou après le nom de la société, l'indication précise du siège social; les mots « registre des personnes morales » ou les initiales « RPM », suivis du numéro d'entreprise et de l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

ARTICLE 2. Siège social

Le siège social est établi à 4400 Flémalle, rue Paul Vandeput, 28.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Région de langue française de Belgique par simple décision du conseil d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, dépôts, représentations ou agences en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE 3. Objet social

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers :

- ☐ la réalisation, la rectification, le reconditionnement de pièces en quelque matériau que ce soit et notamment en aciers spéciaux, fonte, plastic, caoutchouc, alliages et matériaux composites ;
 - ☐ l'administration, la surveillance, le contrôle, l'assistance de sociétés dans lesquelles elle est intéressée ;
 - ☐ l'élagage des arbres et des haies ;
 - ☐ la création et l'entretien de jardins, de parcs et d'espaces verts pour installations sportives ;
 - ☐ le revêtement non métallique des métaux: plastifiant, émaillage, laquage, etc.
 - ☐ le déblayage des chantiers ;
 - ☐ les travaux de terrassement: creusement, comblement, nivellement de chantiers de construction, ouverture de tranchées, dérochement, destruction à l'explosif, etc.
 - ☐ la construction de terrains de jeux et de sport, de bassins de natation, etc.
 - ☐ la pose de chape ;
 - ☐ le montage d'éléments de structures métalliques non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux ;
 - ☐ le montage d'éléments de structures métalliques non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux ;
 - ☐ l'installation d'antennes d'immeubles et paratonnerres ;
 - ☐ les travaux d'isolation ;
 - ☐ la mise en œuvre dans des bâtiments ou d'autres projets de construction de matériaux d'isolation thermique, matériaux d'isolation acoustique et antivibratile ;
 - ☐ les travaux d'isolation de canalisations de chauffage ou de réfrigération ;
 - ☐ les travaux d'isolation de chambres froides ou d'entrepôts frigorifiques ;
 - ☐ l'installation de systèmes d'éclairage et de signalisation pour chaussées, voies ferrées, aéroports et installations portuaires (y compris l'installation de panneaux de signalisation) ;
 - ☐ l'installation de systèmes d'éclairage et de signalisation pour chaussées, voies ferrées, aéroports et installations portuaires (y compris l'installation de panneaux de signalisation) ;
 - ☐ l'installation de stores et bannes ;
 - ☐ de manière générale tous autres travaux d'installation y compris l'installation d'accessoires ;
 - ☐ le montage de cloisons sèches à base de plâtre ;
 - ☐ le montage de menuiseries extérieures et intérieures métallique : portes, fenêtres, dormants de portes et fenêtres, escaliers, placards, cuisines équipées, équipements pour magasins, etc. ;
 - ☐ le montage de cloisons mobiles; le revêtement de murs, de plafonds, etc., métallique ;
 - ☐ le montage de portes de garage, de volets, de persiennes, de grillages, de grilles, etc., métallique ;
 - ☐ le montage de portes blindées et portes coupe-feux, métallique ;
 - ☐ la peinture d'ossatures métalliques ;
 - ☐ la peinture de navires et de bateaux par des unités non spécialisées ;
 - ☐ le nettoyage à la vapeur, le sablage et les activités analogues appliquées aux parties extérieures des bâtiments ;
 - ☐ le nettoyage de bâtiments nouveaux et la remise en état des lieux après travaux ;
 - ☐ le commerce de gros de peintures, vernis et matériaux de construction, y compris les appareils sanitaires ;
 - ☐ la conception de jardins, de parcs, etc. ;
 - ☐ toutes activités de nettoyage industriel ;
 - ☐ le nettoyage intérieur de bâtiments de tous types, y compris les bureaux, les usines, les ateliers, les locaux d'institutions et autres locaux à usage commercial ou professionnel ainsi que les immeubles ;
 - ☐ le nettoyage des vitres ;
 - ☐ le ramonage des cheminées et le nettoyage des âtres, des fourneaux, des incinérateurs des chaudières, des gaines de ventilation et des dispositifs d'évacuation de fumées.
- La société a aussi pour objet, la prise de participation, sous quelque forme que se soit, dans toutes sociétés belges ou étrangères, l'acquisition par voie d'achat, de souscription ou de toute autre manière ainsi que de l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, d'actions, d'obligations, de parts, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, l'administration et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.
- En outre, la société peut prendre des participations financières, accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation.
- Elle peut s'intéresser par voies d'apport, de fusion, de souscription ou de toutes autres manières dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.
- Elle peut également exercer un mandat d'administrateur dans d'autres sociétés.

ARTICLE 5. Capital

Le capital est fixé à SOIXANTE DEUX MILLE EUROS (62.000,00 EUR). Il est représenté par deux cent cinquante actions (250), sans mention de valeur nominale, représentant chacune un/deux cent cinquantième (1/250ième) de l'avoir social.

Le capital est entièrement libéré.

ACTIONS SANS DROIT DE VOTE

Le capital peut être représenté par des actions avec ou sans droit de vote. En cas de création d'actions sans droit de vote par voie de conversion d'actions avec droit de vote déjà émises, le conseil d'administration est autorisé à déterminer le nombre maximum d'actions à convertir et à fixer les conditions de conversion.

TITRES BENEFICIAIRES

Il peut être créé des parts bénéficiaires. Les parts bénéficiaires confèrent :

- le droit au dividende;
- le droit de vote dans les limites légales;
- un droit dans la répartition du boni de liquidation;

CAPITAL AUTORISE

1. Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social, aux dates et conditions qu'il fixera, en une ou plusieurs fois, à concurrence de CENT MILLE EUROS.

Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à partir du jour fixé par la loi comme point de départ de cette période. Elle est renouvelable.

Lorsque les fondateurs ou l'assemblée générale décident d'accorder cette autorisation ou de la renouveler, les circonstances spécifiques dans lesquelles le capital autorisé pourra être utilisé et les objectifs poursuivis sont indiqués dans un rapport spécial. L'absence d'un tel rapport entraîne la nullité de la décision de l'assemblée générale.

Cette (ces) augmentation(s) de capital peu(ven)t être effectuée(s) par souscription en espèces, par apport en nature dans les limites légales, ou par incorporation de réserves, disponibles ou indisponibles, ou de primes d'émission, avec ou sans création d'actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, avec ou sans droit de souscription.

Le conseil d'administration peut, conformément à la loi et dans l'intérêt social, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle, même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Le conseil d'administration peut prévoir qu'une priorité sera donnée aux anciens actionnaires lors de l'attribution des actions nouvelles; dans ce cas, la période de souscription doit avoir une durée de dix jours.

2. Complémentaire à l'autorisation conférée sub 1, le conseil d'administration est expressément habilité, en cas d'offre publique d'acquisition portant sur des titres de la société, à procéder après réception de la communication visée à l'article 557 du Code des sociétés, à des augmentations de capital par apports en nature ou par apports en espèces en limitant ou supprimant le droit de préférence des actionnaires et ce, dans les conditions légales.

3. Les primes d'émission, s'il en existe, devront être affectées par le conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital décidée par lui, après imputation éventuelle des frais, à un compte indisponible.

ARTICLE 5bis. Historique du capital

Lors de la constitution de la société, aux termes d'un acte reçu par le Notaire Marc Kaschten à Liège, le trois décembre mil neuf cent nonante huit, le capital était fixé à deux millions cinq cent mille francs belges et était représenté par deux cent cinquante actions sans mention de valeur nominale, souscrites en nature et entièrement libérées.

Par décision de l'assemblée générale actée sous seing privé le premier juin deux mil un, le capital a été exprimé en euros, augmenté de vingt-six euros soixante deux cents par incorporation d'une partie du bénéfice reporté, le capital étant ainsi porté à SOIXANTE DEUX MILLE EUROS.

ARTICLE 6. Nature des titres

Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Les actions entièrement libérées revêtent la forme nominative, la forme au porteur ou la forme dématérialisée au choix de l'actionnaire. Les propriétaires d'actions peuvent, à tout moment et à leurs frais, demander la conversion de leurs actions dans l'une des autres formes prévues par le Code des sociétés.

ARTICLE 7. Composition du Conseil d'Administration

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Toutefois, lorsque la société est constituée par deux fondateurs ou que, à une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a pas plus de deux actionnaires, la composition du conseil d'administration peut être limitée à deux membres jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui suivra la constatation, par toute voie de droit, de l'existence de plus de deux actionnaires.

Le mandat des administrateurs sortants, non réélus, cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

Si une personne morale est nommée administrateur ou membre du comité de direction, elle désignera parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission et pourra également désigner un suppléant pour pallier tout empêchement de celui-ci. A cet égard, les tiers ne pourront exiger de justification des pouvoirs du représentant autre que la réalisation de la publicité requise par la loi de sa désignation en qualité de représentant.

Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, le mandant d'administrateur est gratuit. Toutefois, le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales une rémunération particulière à imputer sur les frais généraux.

ARTICLE 8. Présidence du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et, le cas échéant, un vice-président. A défaut, l'administrateur désigné par ses collègues assume les fonctions de président.

ARTICLE 9. Convocation du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois qu'un administrateur le demande.

Les réunions se tiennent aux jour, heure et lieu indiqués dans les convocations.

ARTICLE 10. Délibérations du Conseil d'Administration

1. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner, par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel, à un de ses collègues, mandat pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place. Le mandant est, dans ce cas, réputé présent. Un administrateur peut aussi, mais seulement lorsque la moitié des membres du conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel.

Lorsqu'une délibération est requise, celle-ci peut prendre la forme d'une conférence téléphonique ou d'une vidéoconférence. Les procès-verbaux doivent mentionner avec précision les moyens techniques utilisés.

Tout administrateur peut être autorisé à prendre part aux délibérations d'une réunion du conseil d'administration et à y exprimer son vote par tout moyen de télécommunication oral ou vidéographique destiné à organiser des conférences entre différents participants se trouvant géographiquement éloignés et qui permet à ceux-ci de communiquer simultanément entre eux.

L'autorisation d'utiliser ces techniques à une réunion du conseil d'administration devra être donnée par un vote préalable et à la majorité des administrateurs présents ou représentés à la réunion de ce conseil.

Ceux-ci devront se prononcer sur le point de savoir si, compte tenu des points à l'ordre du jour de la réunion du conseil, le procédé utilisé présente les garanties suffisantes pour permettre d'identifier sans équivoque chaque interlocuteur, pour assurer la transmission et la reproduction fidèle des débats et du vote et pour garantir la confidentialité des délibérations.

La transmission devra être interrompue aussitôt que celui qui préside la séance du conseil estime que les garanties requises ci-dessus ne sont plus assurées.

Lorsque ces conditions ont été remplies pendant toute la durée de la séance du conseil, l'administrateur qui a été dûment autorisé à utiliser ces techniques de télécommunication sera réputé avoir été présent à la réunion et au vote.

2. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

3. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Toutefois, si le conseil d'administration est composé de deux membres, la voix de celui qui préside la réunion cesse d'être prépondérante jusqu'à ce que le conseil d'administration soit à nouveau composé de trois membres au moins.

ARTICLE 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

ARTICLE 13. Gestion journalière

Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion et confier la direction de l'ensemble ou d'une partie des affaires sociales :

- soit à un ou plusieurs de ses membres qui portent le titre d'administrateur-délégué;
- soit à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis dans ou hors de son sein.

En cas de coexistence de plusieurs délégations générales de pouvoirs, le conseil d'administration fixe les attributions respectives.

Le conseil d'administration et les délégués à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion peuvent déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Le conseil peut révoquer en tout temps les mandats des personnes mentionnées aux alinéas qui précèdent.

Il fixe les attributions et les rémunérations, fixes ou variables, des personnes à qui il confère les délégations.

ARTICLE 14. Comité de Direction

Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction, dont les membres sont administrateurs ou non, sans que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur l'ensemble des actes réservés au conseil d'administration en vertu de la loi.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller le comité de direction.

Le conseil d'administration désigne les membres du comité de direction, détermine les conditions de leur désignation, leur révocation, leur rémunération, la durée de leur mission et le mode de fonctionnement du comité de direction.

ARTICLE 15. Représentation de la Société

La société est représentée dans tous les actes et en justice :

- soit par deux administrateurs agissant conjointement ou par l'administrateur-délégué ;
- soit, dans les limites de la gestion journalière et des pouvoirs qui leur ont été conférés, par le délégué à cette gestion s'il n'y en a qu'un seul et par deux délégués agissant conjointement s'ils sont plusieurs ;

—soit par deux membres du comité de direction, agissant conjointement, dans le cadre de l'exécution des décisions prises par le comité de direction.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

ARTICLE 18. Réunions

L'assemblée générale annuelle se réunit le premier vendredi du mois de juin à dix huit heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième du capital social.

Les assemblées générales se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation. Les convocations sont faites conformément à la loi.

ARTICLE 19. Admission

Le conseil d'administration peut exiger que pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur déposent, huit jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée, leurs actions au siège social ou auprès des établissements désignés dans l'avis de convocation. Ils sont admis à l'assemblée générale sur la production d'un certificat constatant que le dépôt a été fait.

Il peut également exiger que les propriétaires d'actions nominatives soient inscrits sur le registre des actions nominatives et l'informent par écrit (lettre ou procuration), huit jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée, de leur intention d'assister à l'assemblée et indiquent le nombre d'actions pour lequel ils entendent prendre part au vote. Le conseil d'administration peut également exiger que les propriétaires d'actions dématérialisées déposent, huit jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou auprès des établissements désignés dans l'avis de convocation une attestation établie par le teneur de comptes

agréé ou par l'organisme de liquidation constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions dématérialisées.

Les porteurs d'obligations, titulaires d'un droit de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société peuvent assister à l'assemblée générale, mais avec voix consultative seulement, s'ils ont effectué les formalités prescrites aux alinéas qui précèdent.

ARTICLE 20. Représentation

Tout propriétaire de titres peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, pourvu que celui-ci (éventuellement : soit lui-même actionnaire et qu'il ait accompli les formalités requises pour être admis à l'assemblée.

Les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non-actionnaire, (éventuellement : chacun des époux par son conjoint); les mineurs, interdits ou autres incapables agissent par leurs représentants légaux.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui dans un délai qu'il fixe.

ARTICLE 21. Votes

Les votes se font à main levée, par appel nominal, par bulletins signés ou sous forme électronique.

Pour autant que le conseil d'administration ait prévu cette faculté dans l'avis de convocation, tout actionnaire est autorisé à voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et mis à la disposition des actionnaires par la société.

Ce formulaire contient les mentions suivantes :

- les nom, prénoms, raison ou dénomination sociale de l'actionnaire, son domicile ou siège social;
- sa signature;
- le nombre et la forme des actions pour lesquelles il prend part au vote;
- la preuve de l'accomplissement des formalités préalables pour être admis à l'assemblée;
- l'ordre du jour de l'assemblée générale avec l'indication des sujets à traiter et les propositions de décisions;
- le sens du vote ou l'abstention sur chaque proposition;
- le pouvoir éventuellement donné au président ou à une personne déterminée de voter, au nom de l'actionnaire, sur les amendements ou résolutions nouvelles soumis à l'assemblée.

Il ne sera pas tenu compte des formulaires non parvenus à la société trois jours ouvrables au plus tard avant la date de l'assemblée. Les formalités d'admission doivent avoir été accomplies.

Le conseil d'administration peut organiser un vote par correspondance sous forme électronique via un ou plusieurs sites internet. Il détermine les modalités pratiques de ce vote électronique en veillant à ce que le système utilisé permette d'introduire les mentions visées au troisième alinéa du présent article et de contrôler le respect du quatrième alinéa du présent article.

ARTICLE 22. Composition du Bureau

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à défaut par le vice-président ou à défaut par un administrateur désigné par ses collègues. En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-avant citées, l'assemblée est présidée par un actionnaire présent et acceptant désigné par l'assemblée.

Le président désigne le secrétaire.

L'assemblée choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires, si le nombre d'actionnaires présents le permet.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

ARTICLE 23. Droit de Vote

Chaque action donne droit à une voix.

Volet B - Suite

Chaque part bénéficiaire donne droit à une voix.

ARTICLE 26. Comptes Annuels

L'exercice social commence le un janvier et se clôture le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures de la société sont arrêtées et le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

ARTICLE 27. Répartition des Bénéfices

Le bénéfice annuel net de la société est déterminé conformément aux dispositions légales.

Sur ce bénéfice, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint un/dixième du capital social; il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée;

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant à la majorité des voix, sur proposition du conseil d'administration dans le respect de l'article 617 du Code des sociétés.

ARTICLE 28. Paiement des Dividendes & Acomptes sur Dividendes

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

Celui-ci pourra, sous sa propre responsabilité, décider, conformément à la loi, le paiement d'acomptes sur dividendes, payables en espèces ou sous une autre forme; il fixe le montant de ces acomptes et la date de leur paiement.

ARTICLE 29. Liquidation - Partage

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins de liquidateur(s) nommé(s) par l'assemblée générale et, à défaut de pareille nomination, la liquidation s'opère par les soins du conseil d'administration en fonction à cette époque.

Le(s) liquidateur(s) dispose(nt) à cette fin des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 186 et suivants du Code des sociétés.

L'assemblée générale détermine, le cas échéant, les émoluments du (des) liquidateur(s).

Le(s) liquidateur(s) n'entre(nt) en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de commerce, de la nomination résultant de la décision prise par l'assemblée générale.

Le(s) liquidateur(s) transmet(tent) au cours des sixième et douzième mois de la première année de la liquidation, un état détaillé de la situation de la liquidation au greffe du tribunal de commerce dans l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

Avant la clôture de la liquidation, le(s) liquidateur(s) soumet(tent) le plan de répartition de l'actif entre les différentes catégories de créanciers pour accord au tribunal de commerce dans l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré (non amorti) des actions.

Si toutes les actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les actions.

5. Pouvoirs.

L'assemblée confère tout pouvoir au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui viennent d'être prises.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

Déposé en même temps qu'une expédition conforme du procès-verbal :

- rapport établi par le conseil d'administration
- situation comptable arrêtée à la date du trente-et-un juillet deux mil sept.

Signé Vincent Bodson, notaire à Boncelles